

La vulgarisation ou le conseil agricole - facteur clé dans le développement agricole

Mots clés: vulgarisation, conseil agricole, intensification de l'agriculture

« La diffusion de nouvelles techniques agricoles ou l'accès à de nouvelles connaissances pour le producteur agricole : les revers d'une même médaille mais représentant peut-être des visions bien différentes. »



Auteur(s): Henk Breman • Samson Chiruzza

Date de publication: 2010

Catégorie(s): Savoir-faire paysans • Organisation des producteurs agricoles, CONAPAC paysans, FEC

Province(s): Équateur

Partenaire(s): IFDC

Nombre de pages: 3

Identification: F-P-A6-S1-2



F-P-A6-S1-2

La vulgarisation occupe une place importante dans tous les programmes agricoles, via la mise en place d'un dispositif qui doit convaincre un maximum d'agriculteurs d'adopter des techniques mises au point par la recherche ou des promoteurs agricoles. Mais quelles sont les priorités et comment se fait la vulgarisation?

La diffusion de nouvelles techniques agricoles ou l'accès à de nouvelles connaissances pour le producteur agricole : les revers d'une même médaille mais représentant peut-être des visions bien différentes. Tous les programmes agricoles donnent une place importante à la vulgarisation agricole.

Ils mettent en place un dispositif (ONGD locales ou moniteurs agricoles des entités étatiques décentralisées) qui doit convaincre le plus grand nombre d'agriculteurs à adopter des techniques culturales et post-récoltes mises au point par la recherche ou par des promoteurs agricoles. Des techniques qui visent à augmenter la production agricole et à sauvegarder la récolte dans de bonnes conditions. Quels sont les priorités et comment se fait la vulgarisation ou conseil?



Groupe de Neuchâtel: Six principes et six engagements

En 1999 déjà, des représentants des principales agences de développement⁽¹⁾ ont élaboré des principes et des engagements par rapport à la vulgarisation agricole. Douze ans après leur réalisation en RDC ne semble guère avoir commencé. Particulièrement pour ce qui est de la place des producteurs et leurs organisations dans la vulgarisation. À titre de rappel !

(1) GTZ (Allemagne), USAID (États Unis), Dfid (Grande Bretagne), Danida (Danmark), CF (France), Sida (Suède), SDC-DDC (Suisse), NeDA (Pays-Bas), FAO, FIDA, CE/DG VIII (Union Européenne), CTA, BM.

Six principes

1. Une bonne politique agricole est indispensable.
2. La vulgarisation est « facilitateur » plus que « transfert de technologies ».
3. Les producteurs sont des clients, les commanditaires et les partenaires plutôt que les bénéficiaires de la vulgarisation agricole.
4. La demande du marché induit une nouvelle relation entre les agriculteurs et les fournisseurs de biens et services.
5. De nouvelles approches sont nécessaires pour ce qui concerne le financement public et les opérateurs privés.
6. Pluralité des intervenants et décentralisation des actions requièrent coordination et concertation entre acteurs.

Six engagements⁽¹⁾

1. Soutenir des politiques nationales négociées entre les véritables parties prenantes.
2. Prendre en compte la viabilité financière à long terme des actions de vulgarisation.
3. Prévoir l'arrêt des soutiens extérieurs dans la planification.
4. Permettre le financement des projets des producteurs.
5. Accompagner toute action de vulgarisation d'un appui à la formation agricole, aux organisations agricoles et à la recherche agricole.
6. Instaurer une coordination accrue entre les agences de coopération.

(1) Engagements de la part des agences représentées dans le groupe de Neuchâtel.

Bref il s'agit de faciliter les producteurs agricoles à avoir accès à des informations notamment des innovations mais aussi de marché, et des services (intrants, crédits, formation) lui permettant de développer son exploitation en fonction des opportunités disponibles pour lui.

Les thèmes de vulgarisation prioritaires : semences sélectionnées, mécanisation... mais...

Elle revient dans tout programme agricole et même dans les communications entre les organisations paysannes et leurs membres : l'appel aux producteurs d'utiliser des semences sélectionnées pour avoir un plus grand rendement de leur exploitation. Qu'il s'agit du maïs, de la pomme de terre, du café, du palmier à huile, du riz, ou même de l'élevage bovine ou caprine? Mais quelles choix est-ce qu'on offre aux producteurs? Les variétés offertes gracieusement semblent quasiment partout les mêmes alors que les zones agro-écologiques sont bien différentes. Et pourquoi les cris des pisciculteurs du Sud-Maniema et les éleveurs de porcs de la Tshopo pour des espèces plus performantes ne sont pas entendus?

La deuxième logique d'augmentation de la production, l'extension des superficies cultivées se fait par la mécanisation agricole. Coté gouvernement cette mécanisation devrait se réaliser à travers des tracteurs mis à la disposition des différentes provinces. Sur le terrain les Organisations Paysannes se posent certes beaucoup de questions par rapport à une telle mécanisation qui tient pas compte des spécificités agro-écologiques des différents bassins de production. De leur coté certaines investissent plutôt dans la traction animale (Kasaï) ou dans des motoculteurs (Kivu) qui sont mieux adaptés aux moyens des petits producteurs et aux terrains dont disposent ces derniers.

La FAO vient d'assister le Ministère de l'Agriculture dans la formulation d'une stratégie nationale pour le développement de la mécanisation agricole, mais la proposition semble trop peu inspirée des réalités spécifiques actuelles dans les différentes zones du pays. La vision paysanne n'est pas prise en considération.

Dans un premier temps le message des responsables du programme Catalist d'IFDC était accueilli avec beaucoup de méfiance par les agronomes et responsables politiques à l'Est du pays. «**Sans la restauration et l'augmentation de la fertilité du sol en utilisant des engrais chimiques il est impossible d'augmenter durablement la production agricole**». Jusqu'à là les responsables croyaient que leurs sols étaient fertiles et que l'engrais était très mauvais pour les sols et pour la santé. Certes les Organisations Paysannes qui se sont engagées avec IFDC-Catalist pour faire des essais comparatifs dans les champs de leurs producteurs pilotes se sont très vite rendues compte de l'importance de la fertilisation. Les chiffres étaient très parlant. Les Organisations Paysannes regrettent plutôt que Catalist ne les aide pas à augmenter le nombre de champs de démonstration pour pouvoir atteindre un plus grand nombre de producteurs. Au niveau des Kasaï l'utilisation des engrais était plutôt dans les habitudes des producteurs notamment pour le coton et le maïs, c'est plutôt le manque de l'engrais qui pousse les O.P. comme UPAD à vulgariser d'autres méthodes de fertilisation.

Bien avant que les Organisations Paysannes dans les deux Kivu s'engagent dans un programme de professionnalisation de leurs producteurs, la fédération agricole pomme de terre du SYDIP s'était déjà lancé dans la vulgarisation du « Calcul de rentabilité des champs

de pomme de terre ». Un modèle simple⁽²⁾ permet au producteur de visualiser tous ses coûts en nature et en espèces pour les différents travaux et intrants agricoles, de visualiser la production qui provient du champs (autoconsommation, semences, vente), ainsi que les recettes de la vente. Ceci permet au producteur au besoin avec l'appui des animateurs de la fédération de calculer le rendement à l'ha, du marge bénéficiaire par kg, et de comparer les résultats des saisons successives pour se rendre compte des progrès ou problèmes éventuels.

De son coté la COOCENKI aide ses producteurs membres à produire pour le marché. Elle conclut des contrats avec eux. Sur au moins un ha, le producteur produit soit du maïs ou de la pomme de terre, pour lesquels la coopérative lui fournit les semences et autres intrants nécessaires à crédit, donne les conseils techniques nécessaires (production, traitement post-récolte) et garantie l'achat de la récolte.

De manière générale les organisations paysannes dans la différentes provinces s'engagent de plus en plus dans une approche filière qui les permettent d'accompagner et conseiller leurs producteurs autour d'une ou deux filières dans lesquelles aussi bien les producteurs que l'O.P. se spécialisent. Dans cette approche l'O.P. identifie avec les producteurs les maillons faibles dans la filière (depuis la recherche jusqu'à la commercialisation) qui empêchent le producteur d'avoir une bonne production et d'obtenir un bon prix pour sa récolte. En fonction de ces goulots d'étranglement l'O.P. entre en concertation avec les autres acteurs de la filière pour trouver des solutions qui avantagent les producteurs. C'est ainsi que certaines introduisent des ruches modernes, d'autres l'insémination artificielle, le stockage des semences, l'élevage en stabulation, des géniteurs de race améliorée...

Quant à une collaboration avec les autres acteurs elle fait encore trop souvent défaut car beaucoup d'opérateurs économiques ne s'intéressent pas à l'agriculture (familiale) car d'autres types de commerce leur rapportent plus.

(2) Ce modèle a été conçu avec l'appui technique de l'agriculteur néerlandais Gerard Vossen qui accompagne la fédération.

Champs école paysanne versus ferme pilote

Au fil des décennies les modèles de vulgarisation agricole ont évolué, celle en vogue actuellement : le champs école paysanne. Dans d'autres pays elle est promue par la FAO depuis plus de 10 ans, maintenant elle fait son petit chemin en RDC grâce aux O.P. et aux projets de réhabilitation agricole. Les agronomes de formation classique ne sont pas toujours à l'aise avec cette approche, car elle met la responsabilité de la vulgarisation agricole chez les membres producteurs et réserve à l'agronome le rôle de personne ressource/ accompagnateur du processus.

Il est frappant de constater au niveau des différentes organisations paysannes, notamment au Nord-Kivu où il y a une concentration d'O.P. que chaque O.P. veut avoir sa ou ses propres fermes pilotes. Bien que SYDIP a d'énormes difficultés financières pour faire fonctionner ses différentes fermes, COOCENKI a obtenu des résultats très mitigés avec ses clapiers, APAV semble assez bien assurer son rôle de ferme modèle où de nombreux producteurs viennent visiter les différentes cultures et élevages, LOFEPACO vient de lancer l'aménagement de sa propre ferme modèle à Madimba à quelques kilomètres seulement de celle d'APAV. Ces fermes pilotes qui sont gérées par les agronomes des O.P. qui maintiennent ces derniers dans leur rôle classique de « celui qui montre comment faire », les placent au dessus des producteurs.

Il est indéniable qu'une ferme pilote qui est correctement gérée et dont les orientations et priorités sont effectivement fixées par des représentants des producteurs, peut constituer un bon cadre de référence pour les groupes de producteurs qui se forment au sein des champs écoles paysannes. Certes les coûts de fonctionnement de ces fermes pilotes posent très souvent, raison pour laquelle les O.P. dans une même région auraient intérêt à se convenir sur leur utilisation commune.

Comme formulait le groupe de Neuchâtel : « En améliorant les capacités d'initiatives individuelle et collective des producteurs, cette facilitation (vulgarisation) permet à court terme, une meilleure adéquation des solutions techniques aux contraintes de l'exploitant agricole, et à long terme, elle structure une recherche continue de l'innovation ».